



Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture

Le bulletin d'information
du Secteur de l'éducation
de l'UNESCO

L'éducation AUJOURD'HUI

LA PAROLE EST AUX MINISTRES

AU SOMMAIRE



APPRENTISSAGES

Un restaurant pas
comme les autres
p. 3



DOSSIER

Les enseignements
de treize pays
p. 4



EDUCATION POUR TOUS

Participez au
Grand Lobby
p. 12



EN BREF

D'un continent l'autre
p. 14

La Conférence générale, grand rendez-vous bisannuel de l'UNESCO, a réuni à Paris en octobre dernier une centaine de ministres de l'Éducation. Treize d'entre eux ont accepté de nous livrer un bilan de l'éducation dans leur pays. Lire notre dossier.

EDITO

L'une des grandes forces de l'UNESCO, que son Directeur général et moi-même nous efforçons de cultiver, est l'étroite relation que l'organisation entretient avec les ministres de l'Éducation du monde entier. Nos visites dans les pays, les réunions de ministres à l'échelon régional, le rendez-vous annuel du Groupe de haut niveau sur l'EPT et, bien sûr, la Conférence générale, ne sont que quelques unes des nombreuses occasions dont mes collègues et moi disposons pour rencontrer chaque année les ministres de l'Éducation et nous tenir au fait des questions auxquelles ils sont confrontés.

L'UNESCO a pour mission de répondre aux besoins des Etats membres. Je suis heureux de constater que le programme et le budget pour l'éducation, approuvés en octobre par la Conférence générale, correspondent bien aux préoccupations des ministres. Il faut y voir le fruit d'une planification systématique, qui place les souhaits des pays au cœur de la stratégie globale de l'UNESCO.

La campagne en faveur de l'éducation pour tous constitue l'activité principale du Secteur de l'éducation, dont elle absorbe 80 % du budget. Nous soutenons l'éducation pour tous de deux façons. Tout d'abord, nous aidons les Etats membres qui demandent un appui pour réaliser les six objectifs de Dakar. Les besoins sont variables. Certains souhaitent par exemple améliorer l'éducation des tout jeunes enfants, d'autres privilégient l'alphabétisation des adultes. En second lieu, nous avons pour tâche de coordonner les actions en faveur de l'éducation pour tous menées par l'ensemble des organisations internationales, des donateurs bilatéraux et de la société civile. Les choses avancent d'un bon pas, surtout depuis que l'Initiative accélérée, qui a pour objet de financer une progression plus rapide vers l'enseignement primaire universel, s'est ouverte à tous les pays à faible revenu.

Le reste du budget est employé à résoudre différents problèmes qui préoccupent les ministres. L'une de leurs grandes priorités est la mise en place d'un enseignement secondaire de bon niveau, destiné à accueillir le nombre croissant d'enfants qui souhaiteront poursuivre leurs études lorsque l'enseignement primaire sera effectivement généralisé. L'objectif de l'éducation pour tous exige que les professeurs soient plus nombreux et mieux formés, ce qui implique de nouveaux efforts dans l'enseignement supérieur, confronté par ailleurs aux défis de la mondialisation. Enfin, les ministres attachent une importance accrue à la qualité de l'éducation à tous les niveaux, encouragés en cela par l'intérêt grandissant que les parents portent aux bénéfices de ce service public essentiel.

John Daniel

Sous-Directeur général pour l'éducation

Apprendre à lire en un mois

A Madagascar, les centres d'apprentissage non formel remportent un franc succès.

Un mois : il n'en a pas fallu davantage à Jocelyn, 12 ans, pour apprendre à lire dans l'un des 260 centres d'apprentissage qui ont fleuri dans les villages des provinces de Fianarantsoa, Majunga, Tamatave et Toliara, à Madagascar. C'est là que ce jeune garçon a découvert pour la première fois à quoi peut ressembler l'école. Comme beaucoup d'enfants de paysans malgaches, il vient d'une famille trop pauvre pour le scolariser. « J'espère que les cours ne vont pas s'interrompre, je veux continuer à apprendre », dit-il avant de poursuivre fièrement une lecture à haute voix devant ses parents.

Le gouvernement malgache et le Programme conjoint du système des Nations Unies de promotion de l'éducation de base pour tous les enfants malgaches* sont à l'origine de ce nouveau projet d'éducation non formelle, lancé en 2001, qui est destiné aux enfants non scolarisés mais aussi aux jeunes et aux adultes analphabètes et sans travail. Actuellement, à Madagascar, un enfant sur trois n'est pas scolarisé et un adulte sur trois est analphabète.

Une méthode efficace

La mobilisation est exemplaire. Dans presque tous les villages concernés, ce sont les habitants eux-mêmes qui ont construit le centre éducatif local, un modeste bâtiment en tôle ou en pisé, et qui se chargent de le gérer. Malgré des locaux rudimentaires et le manque de matériel, le moral des élèves est au plus haut. Enfants, mères accompagnées d'un bébé, adolescentes (enceintes pour certaines), tous suivent les cours avec la même soif d'apprendre.

Le projet repose sur une nouvelle méthode de lecture pour tous adaptée aux enfants d'un âge correspondant au primaire. Consonnes et voyelles sont mises en scène dans un conte familial qui permet aux

enfants de mémoriser les lettres de façon ludique, assis en tailleur sur le sol, leur livre ouvert sur les genoux. Tous les textes ont été traduits en malgache.

« Un mois suffit aux enfants pour apprendre à lire, se félicite Ibrahim Sidibé de l'UNESCO, fondateur du Programme conjoint. Ils sont alors prêts à intégrer l'enseignement formel, à condition d'avoir l'âge requis. »



A 12 ans, Jocelyn va pour la première fois à « l'école » grâce au centre d'apprentissage non formel de son village.

Pour des adolescents comme Jocelyn ont été créés dans chaque province des centres spécialisés, grâce auxquels les élèves peuvent rattraper en peu de temps les cinq années de primaire. Une formation intensive de 10 mois leur permet de se présenter à l'examen de fin d'études primaires.

Pour les jeunes et les adultes analphabètes, le parcours est différent. Ils suivent, en deux étapes, des cours d'« alphabétisation fonctionnelle intensive pour le développement ». La première série de cours, qui dure 48 jours et dont le rythme a été adapté aux besoins des élèves, familiarise ceux-ci avec la lecture, l'écriture et le calcul. La seconde

phase, de 36 jours, leur apporte une formation technique et professionnelle de base, destinée à leur permettre de trouver un emploi ou d'améliorer leurs revenus. 16 domaines d'activité sont proposés, dont l'agriculture, la pêche, la menuiserie et la couture.

L'existence de Tombotsara, 16 ans, n'est plus la même depuis qu'il suit les cours d'alphabétisation. Il habite le petit village de Tanambao Befotoana où, depuis l'enfance, il aide ses parents aux champs. C'est aujourd'hui le meilleur élève du cours. Son passe-temps favori ? Déchiffrer pour ses amis les affiches placardées dans le village.

Débuts prometteurs

L'UNESCO et les agences partenaires entendent poursuivre le développement du programme et créer d'autres écoles dans les zones difficiles d'accès. L'objectif est de porter à 500 le nombre de centres et à 20 000 le nombre d'élèves, enfants et adultes, d'ici à l'année 2005.

Il s'agit d'une initiative exceptionnelle, estime Raymondine Rakontondrazaka, coordinatrice nationale du programme : « C'est la première fois qu'un projet réunissant autant de partenaires s'adresse aux défavorisés. » Elle se félicite que le projet ait incité le gouvernement malgache à mettre en place une politique d'éducation non formelle. Et d'ajouter : « Nous sommes conscients de ne répondre qu'à une faible part des besoins mais ce sont des débuts prometteurs ! »

Contact : Ibrahim Sidibé, UNESCO Paris
Mél. : i.sidibe@unesco.org

* L'Organisation internationale du travail, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme alimentaire mondial, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation mondiale de la santé, l'UNESCO et l'UNICEF participent au programme.

Un restaurant pas comme les autres

Un programme de l'UNESCO aide des jeunes de Hanoi à trouver leur place dans la ville.



© Sara Cortes-Garcia

A la rue hier encore, ces jeunes refont leur vie en apprenant les métiers de la restauration.

Vu Van Hieu, 19 ans, était cireur de chaussures voici peu encore. Désormais, quatre jours par semaine, il accueille les touristes au KOTO, un restaurant situé à deux pas d'un grand site culturel de Hanoi. Il avait 16 ans lorsqu'il a quitté sa famille et la province septentrionale du Hung Yen pour tenter sa chance dans les rues de la capitale vietnamienne. « Je devais travailler quatorze heures par jour pour gagner un dollar », raconte-t-il.

Des villes trop dures pour les jeunes

L'urbanisation galopante est une des conséquences de la politique du Doi moi, ou Renouveau, un ensemble de réformes sociales et économiques mises en œuvre depuis 17 ans au Viêt Nam. Comme Vu Van, nombreux sont les jeunes qui ont afflué vers les villes en quête d'une vie meilleure : il y aurait aujourd'hui à Hanoi plus de 5 000 enfants des rues.

« Les villes ne répondent pas aux besoins de ces jeunes et de leurs familles », constate Sara Cortes-Garcia, responsable du programme Grandir dans la ville au bureau de l'UNESCO à Hanoi. Ce programme mondial, explique-t-elle, s'efforce d'aider les enfants et les jeunes vivant en milieu urbain ; il

concerne aussi bien des pays développés que des pays en développement, qu'il s'agisse de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, de l'Australie, du Canada ou du Liban.

Tout a changé pour Vu Van Hieu lorsqu'il est entré au KOTO, un restaurant et un centre de formation créé en 2000. Avec une quarantaine d'autres jeunes, il y suit une formation théorique et pratique, à raison de 36 heures par semaine. Des enseignants bénévoles apprennent aux élèves l'anglais et les compétences nécessaires dans la vie courante, et les forment aux métiers de la restauration et de l'hôtellerie. Chaque stagiaire est logé et reçoit un salaire mensuel de 35 dollars, ainsi qu'une tenue de travail.

Le financement de 18 000 dollars accordé au KOTO par le programme Grandir dans la ville promet d'améliorer encore la situation de Hieu. Une partie de ces fonds sera employée à canaliser l'énergie et les idées des jeunes pour faire de la ville un lieu plus facile à vivre. « Il est rare que les enfants et les jeunes participent à une réflexion sur leur environnement, ajoute Sara Cortes-Garcia. On les croit immatures, sans expérience, alors qu'ils apportent un regard neuf qui n'a pas de prix. » C'est cette richesse que le programme s'efforce de mettre à profit.

Des bataillons de jeunes recueillent actuellement des informations dans le cadre d'un projet de recherche qui vise à comprendre comment les enfants et les adolescents des rues perçoivent le milieu où ils vivent, quelles difficultés ils rencontrent et quelles améliorations ils proposent. L'étude tente également de cerner ce que les jeunes retiennent de leur participation au projet. Certains sont formés comme « chercheurs auprès de leurs pairs » et se chargent de toutes les étapes de la collecte et de l'analyse des données. « Les résultats nous permettront de formuler des recommandations pour des politiques urbaines mieux adaptées », précise Khuat Thu Hong, directeur du Center for Social Development Studies, une ONG partenaire du programme.

Embauche à la clé

Ce financement permettra aussi au KOTO d'améliorer ses formations et ses activités de placement, comme l'explique Jimmy Pham, son directeur. Et de créer des cours de prévention contre le VIH/sida, la toxicomanie et les violences sexuelles. Enfin, les fonds serviront à mettre en place un centre de documentation où les stagiaires pourront s'informer sur les questions qui les préoccupent.

A l'issue de trois ans de formation, les 34 premiers stagiaires ont aussitôt trouvé un emploi dans les grands hôtels internationaux de Hanoi. Une nouvelle promotion de 34 élèves suit actuellement les cours. « Nous garantissons un emploi à tous les stagiaires », précise Jimmy Pham.

En septembre, Vu Van quittera le KOTO son diplôme en poche, bien décidé à travailler dans un grand hôtel. Il ne veut pas revenir à son existence d'autrefois. « Il m'arrive de croiser mes anciens camarades en train de faire la chasse au passant, dit-il. J'ai vraiment eu de la chance. Ma vie a changé. »

Contact : Sara Cortes-Garcia, UNESCO Hanoi
Mél. : s.cortes-garcia@unesco.org.vn

La parole aux

Treize ministres de l'Éducation
que leur pays doit relever



© Erik Staal

L'occasion était trop belle... Venus d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe, ils étaient quelque 120 ministres de l'Éducation réunis à Paris en octobre 2003, pour prendre part à la Conférence générale de l'UNESCO. Nous avons eu ainsi la chance rare de parler avec eux de l'enseignement dans le monde. Nous avons choisi treize ministres représentant un échantillon de pays¹ varié à tous points de vue, historique, culturel, religieux et politique, qu'il s'agisse d'îles ou de territoires immenses, de pays en transition ou de pays émergents, de sociétés marquées par des conflits ou de sociétés en pleine mutation. L'idée n'était pas d'établir des comparaisons mais de faire

un point sur l'état et les perspectives de l'enseignement dans chacun de ces pays, et de prêter l'oreille aux analyses de personnes d'exception, issues pour la plupart du corps enseignant. On trouvera ici des extraits des entretiens réalisés. Quelques repères statistiques², et ce que les ministres eux-mêmes ont signalé comme les « temps forts » de l'éducation dans leur pays, figurent dans les encadrés. Les interviews peuvent être consultées dans leur intégralité à l'adresse suivante : www.unesco.org/education.

Indépendamment de la personne interrogée ou du contexte spécifique à chaque pays, il apparaît clairement que tous ces systèmes

éducatifs connaissent des difficultés plus ou moins grandes pour répondre aux besoins, donner les mêmes chances à tous, garantir la qualité de l'enseignement et fournir aux élèves les infrastructures nécessaires ainsi qu'un accès aux technologies de l'information. Et cela, bien souvent, avec des ressources limitées.

Le rôle décisif des enseignants

Ce qui préoccupe avant tout l'ensemble des ministres interrogés, c'est le rôle des enseignants. Car si tous estiment que des professeurs qualifiés constituent la pierre angulaire d'un bon système éducatif et que

est ministres

évoquent les défis
en matière d'éducation.



l'enseignement peut être une profession extrêmement gratifiante, ils soulignent aussi que ce métier a perdu une grande part de son prestige. Les rémunérations sont faibles et cette carrière ne séduit plus un nombre suffisant de candidats compétents.

« Au Brésil, le défi numéro un, ce sont les enseignants, dit le ministre de l'Éducation Cristovam Buarque, parce qu'ils représentent à la fois le problème et la solution au problème. Ce n'est pas tant une question d'effectifs : nous avons deux millions d'enseignants pour 34 millions d'élèves. Mais sur ces deux millions, 300 000 n'ont pas, ou quasiment pas, de formation. » Et d'ajouter :

« C'est le dernier métier auquel pensent les parents pour leurs enfants. Les salaires sont bas et il n'incarne plus une réussite sociale. Il faut lui redonner son prestige. »

Pénurie de professeurs

« Pendant des décennies encore, l'acteur principal de l'éducation en Afrique restera le professeur, souligne le ministre de l'Enseignement secondaire et supérieur du Burkina Faso, Laya Sawadogo. Les enseignants étant la pièce maîtresse du système éducatif, ils doivent être compétents et suffisamment nombreux. » Un sentiment que partagent ses homologues togolais, ougandais et sud-africain. « Aujourd'hui, au Togo, notre tâche principale est de former des enseignants, renchérit le ministre togolais de l'Enseignement supérieur, Kondi Charles Agba. C'est ce dont nous avons le plus besoin. » Au Burkina Faso, pour l'année scolaire 2002-2003, il manquait 1 197 enseignants dans le secondaire et près de 12 500 maîtres dans le primaire. « Je vais bientôt ouvrir un centre de formation des professeurs du secondaire et prendre des mesures incitatives », ajoute Laya Sawadogo. Le ministre ougandais de l'Éducation, Kiddu Makubuya, abonde dans ce

AFRIQUE DU SUD

- ▶ Habitants : 43,3 millions
- ▶ Alphabétisation des adultes : 85,2 %
- ▶ PNB par habitant : 3 020 dollars EU
- ▶ Scolarisation nette (primaire) : 88,9 %

Kader Asmal



« La création d'un système éducatif unique et intégré. L'introduction de nouveaux programmes scolaires reflétant les valeurs de notre société et exaltant sa diversité. Avoir mis l'éducation au cœur du débat national. Les parents sont de plus en plus nombreux à participer à la gestion des écoles : c'est là que la participation démocratique est la plus forte. »

ARABIE SAOUDITE

- ▶ Habitants : 20,3 millions
- ▶ Alphabétisation des adultes : 76,2 %
- ▶ PNB par habitant : 7 230 dollars EU
- ▶ Scolarisation nette (primaire) : 57,9 %

Mohamed Bin Hamed Al-Rachid



« La création du ministère de l'Éducation en 1953. Plus récemment, l'intégration des technologies nouvelles dans l'enseignement. »



sens : « Nous devons créer un environnement où les enseignants seront respectés. Mais les salaires, hélas, ne vont pas dans ce sens. »

Un métier dévalorisé

En Afrique du Sud, le corps enseignant a un autre obstacle à surmonter. « La profession reste marquée par l'apartheid, ce qui la dévalorise, explique le ministre Kader Asmal. Les enseignants étaient d'un niveau déplorable, sans aucune qualification. Ils ont formé des générations entières d'écoliers. Nous dégageons actuellement les moyens financiers pour attirer des personnes compétentes vers l'enseignement et nous avons lancé une grande campagne pour en faire une carrière attractive. »

En République tchèque, la profession souffre également d'un manque de reconnaissance sociale, quoique pour des raisons différentes. « Chez nous, le statut peu enviable des enseignants constitue la difficulté principale, dit la ministre de l'Éducation, Petra Buzkova. C'est un héritage du régime communiste, un problème que nous avons négligé ces dix dernières années. » Pour la ministre, l'amélioration du statut social et économique des enseignants est donc la grande priorité, avec le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Zubeida Jalal, la ministre de l'Éducation pakistanaise, estime que c'est aussi aux



La parole est aux ministres

→ enseignants eux-mêmes de redorer leur image. « J'ai posé la question aux enseignants pakistanais : que faites-vous pour vous faire respecter en tant que membres du corps enseignant ? Ce n'est pas qu'une question d'argent. En tant qu'enseignants, qu'apportez-vous à vos concitoyens ? Si vous êtes respectables, vous serez respectés. Nous considérons l'enseignement comme une profession, non comme l'ultime recours des chômeurs. »

Cependant, dans certains pays qui connaissent de graves difficultés, les efforts pour améliorer les conditions de travail des enseignants portent leurs fruits. « Nous maintenons en vie notre système éducatif et nous l'améliorons, malgré le conflit que nous vivons. Les enseignants sont un élément clé de cette démarche, indique Naim Abou Hommos, ministre de l'Éducation des Territoires autonomes palestiniens. Nous faisons notre possible pour relever les salaires, qui ont augmenté de 20 %. Il y avait 16 000 enseignants en 1994 ; aujourd'hui, le gouvernement en emploie 45 000. Nous avons étendu l'enseignement à l'ensemble de la Palestine, en ciblant principalement les villages et les filles. »

BRESIL

- ▶ Habitants : 170,4 millions
- ▶ Alphabétisation des adultes : 86,9 %
- ▶ PNB par habitant : 3 580 dollars EU
- ▶ Scolarisation nette (primaire) : 96,74 %

Cristovam Buarque



« La 'Bolsa Escola', programme national de bourses qui verse aux familles une allocation mensuelle pour qu'elles scolarisent leurs enfants. 40 millions d'enfants, soit 25 % de la population d'âge scolaire, en bénéficient aujourd'hui. »



le gouvernement a augmenté leurs salaires, qui dépassent maintenant ceux des fonctionnaires locaux.

Pour Rod Paige, ministre de l'Éducation des États-Unis, des professeurs compétents sont la condition première d'un enseignement de qualité : « Dans le cadre du 'No Child Left Behind' Act, nous nous efforçons de mettre dans chaque classe un enseignant qualifié. Cette loi libère les enseignants de l'obligation d'enseigner une discipline qu'ils maîtrisent mal, et garantit que les élèves trouveront en face d'eux un enseignant de bon niveau. »

Le nombre au prix de la qualité ?

Outre la question des enseignants, les ministres de l'Éducation évoquent d'autres défis pressants. Beaucoup d'entre eux se heurtent à une difficile équation : comment offrir une éducation au plus grand nombre tout en maintenant un enseignement de qualité ?

Comme l'explique la ministre jamaïcaine de l'Éducation, Maxine Henry-Wilson, son pays scolarise tous les enfants au niveau du primaire mais la qualité laisse beaucoup à désirer. « Nous avons des élèves qui entrent dans le secondaire sans avoir acquis un niveau suffisant en lecture. Ils sont perdus dès qu'ils entrent au collège et le passage automatique dans la classe supérieure aggrave encore les choses parce qu'ainsi, nous ne pouvons pas les aider à rattraper leur retard. »

« Si un enfant n'est pas capable de lire ou d'écrire après quatre ans de scolarité, on peut s'interroger sur l'enseignement qu'il a reçu », estime la Pakistanaise Zubeida Jalal. L'éducation pour tous devrait être chose acquise dans son pays mais les bonnes intentions et les efforts n'ont pas porté sur cette question. Aujourd'hui, le gouvernement doit donc trouver les ressources et les équipements nécessaires pour une population de 140 millions d'habitants, dans un contexte économique très défavorable.

Pour le ministre de l'Éducation sud-africain, il faut avant tout définir des objectifs réalistes et les concrétiser l'un après l'autre : « Vous dites que d'ici 2015 tous les enfants doivent avoir accès à un enseignement primaire gratuit, obligatoire et de bon niveau. On ne peut pas scolariser tous les enfants et avoir un enseignement de qualité. Notre priorité, c'est

BURKINA FASO

- ▶ Habitants : 11,5 millions
- ▶ Alphabétisation des adultes : 23,9 %
- ▶ PNB par habitant : 210 dollars EU
- ▶ Scolarisation nette (primaire) : 35,5 %

Laya Sawadogo



« Notre plan décennal pour l'éducation de base. Notre but est de parvenir à un taux de scolarisation de 70 % d'ici 2010. Nous espérons ainsi effacer 50 ans de carence en moins de 15 ans. »



d'instaurer une scolarité obligatoire de dix ans et de réduire le taux d'abandon. »

« En Chine, nous avons besoin d'un enseignement de meilleure qualité, surtout en sciences et technologies. C'est le grand défi auquel nous devons faire face, explique Zhou Ji. Tout en développant l'accès à l'éducation, nous nous attachons à la qualité de l'enseignement sous tous ses aspects, financements, compétences, gestion ou philosophie de l'éducation. C'est pourquoi la Chine a besoin de réformes et d'innovations supplémentaires dans le domaine éducatif. » Quant à Fiame Naomi Mata'afa, ministre de l'Éducation de Samoa, elle estime que « l'enjeu prioritaire est aujourd'hui celui de la qualité de l'enseignement, qui va de pair avec la réforme des programmes et une meilleure formation des enseignants. »

Même aux États-Unis, qui possèdent quelques unes des meilleures écoles et universités du monde, l'objectif d'une éducation de qualité pour tous n'est pas encore atteint. « Nous avons un nombre non négligeable d'élèves, essentiellement issus des milieux défavorisés, qui sont laissés-pour-compte, reconnaît le ministre américain. Malgré des dizaines d'années d'efforts et des milliards de dollars, de grands écarts persistent. »

Au-delà du primaire

Plusieurs ministres ont abordé une autre question fondamentale, celle du passage des élèves du primaire aux étapes suivantes, le secondaire, le supérieur puis le monde du

→ travail. Selon eux, on a un peu trop tendance, surtout au sein de la communauté internationale, à mettre l'accent sur l'éducation de base, au lieu d'envisager le système éducatif dans sa globalité. Un point de vue qui, pensent-ils, entrave le développement de l'enseignement secondaire et supérieur et ne facilite pas l'acquisition de compétences dont leurs pays ont un besoin criant, dans le domaine de la formation des enseignants, de la formation professionnelle ou de la formation scientifique et technologique.

Une approche globale

« Le FMI, la Banque mondiale et les donateurs misent tout sur l'éducation de base, note Laya Sawadogo du Burkina Faso. Mais peut-on envisager de renforcer un système éducatif sans s'occuper de l'enseignement secondaire et supérieur, si importants pour notre développement ? » Actuellement, au Burkina Faso, 80 000 élèves veulent intégrer le secondaire mais il n'y a que 20 000 places. A la question de savoir dans quel domaine son pays a le plus besoin d'aide, le ministre de l'Education du Togo répond aussitôt qu'il s'agit de l'enseignement secondaire : « Nous avons beaucoup progressé au niveau du primaire, nous avons reçu des aides, mais le secondaire a été négligé. »

En Ouganda, pays qui a fait un gros effort pour généraliser la scolarisation dans le primaire, l'accueil des enfants dans le secondaire constitue désormais l'urgence aux

yeux de Kiddu Makubuya : « Le secondaire doit préparer les jeunes à accéder à l'enseignement supérieur et au monde du travail. Nous avons besoin de financements plus importants dans le post-primaire. Il nous faut réformer les programmes scolaires de façon à y intégrer l'ensemble de l'enseignement secondaire. Si on ne leur permet pas de continuer, les jeunes ne viendront pas à l'école et ne voudront pas y rester. »

Le Sud-Africain Kader Asmal estime quant à lui que, « lorsqu'on dispose de ressources limitées, il faut s'attacher à l'ensemble du système éducatif et ne pas choisir entre primaire et supérieur. » C'est pourquoi son pays maintient ses dépenses dans l'enseignement supérieur, et met en œuvre un programme national d'aides financières qui permet à des millions de jeunes Sud-Africains de poursuivre leurs études. « Nous avons un fort taux de chômage chez les 15-25 ans. Il est vital pour nous de développer des compétences, de dispenser des formations professionnelles et d'investir davantage dans la formation des enseignants. »

Obstacles de tous ordres

De nombreux ministres ont évoqué à plusieurs reprises les difficultés dont a hérité leur système éducatif, du fait de négligences passées, de politiques injustes et de priorités mal placées. Il faut ajouter à cela la pauvreté écrasante d'aujourd'hui. Enfin, dans certains pays, de nombreuses ethnies parlant une multitude de langues sont disséminées sur d'immenses étendues géographiques où manque bien souvent tout moyen de transport.

« Nous savons désormais que la misère est le plus gros handicap dont souffrent les enfants, note Kader Asmal. La première des priorités pour l'Afrique du Sud est d'effacer les effets de l'apartheid. Notre système éducatif est toujours composé des anciennes écoles pour Blancs et des établissements des townships. C'est là la principale source d'inégalité. Un tiers des écoles noires n'ont ni eau, ni électricité, ni sanitaires. Comment voulez-vous les équiper en TIC alors qu'elles manquent de l'essentiel ? »

De même, pour Cristovam Buarque, remettre à niveau la totalité des écoles brésiliennes, surtout dans les régions les plus reculées, s'avère une tâche difficile. « Le Brésil compte

180 000 écoles, dont 32 000 sans sanitaires et 30 000 sans électricité, indique-t-il. Mais certaines sont équipées d'ordinateurs qui fonctionnent à l'énergie solaire. »

ETATS-UNIS

- ▶ Habitants : 283,2 millions
- ▶ Alphabétisation des adultes : 97 %
- ▶ PNB par habitant : 34 100 dollars EU
- ▶ Scolarisation nette (primaire) : 94,9 %

Rod Paige



« D'abord, la décision de la Cour suprême de 1954 posant qu'un système d'enseignement ségrégatif ne respecte pas l'égalité entre les citoyens et est donc illégal. Cette décision a servi de base à la mise en œuvre des droits civiques dans l'enseignement américain. Ensuite, l'adoption de la loi 'No Child Left Behind', qui garantit que tous les enfants maîtriseront les compétences nécessaires pour réussir dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui. »

« Les enfants iraient volontiers à l'école si la route arrivait jusqu'à chez eux », s'indigne Kondi Charles Agba, le ministre togolais. Dans certaines zones isolées, les parents ont créé eux-mêmes une école, abri de fortune où un adulte qui a été en classe enseigne aux enfants. La population du Togo ne compte que quatre millions et demi d'habitants mais pas moins de 44 ethnies parlant des dialectes totalement différents. « Nous devons trouver des façons de mieux communiquer, de travailler ensemble », concède le ministre.

La dispersion géographique est aussi un défi pour Mohamed Bin Ahmed Al-Rachid, le ministre saoudien de l'Education : « L'Arabie saoudite est un pays immense, presque aussi grand que l'Europe, avec une population disséminée dans une multitude de villages. Nous avons 30 000 écoles et plus de 100 000 enseignants, c'est beaucoup. » Mais ce n'est pas la seule difficulté : « Chaque groupe social aspire à un certain type d'enseignement et nous devons concilier de nombreuses écoles de pensée. »

CHINE

- ▶ Habitants : 1,3 milliard
- ▶ Alphabétisation des adultes : 85,2 %
- ▶ PNB par habitant : 840 dollars EU
- ▶ Scolarisation nette (primaire) : 92,7 %

Zhou Ji



« L'instauration en 2000 de l'enseignement primaire obligatoire et l'élimination de l'analphabétisme chez les jeunes et les adultes d'âge moyen. Et l'augmentation du nombre d'étudiants du supérieur, de 7 millions en 1998 à 16 millions aujourd'hui. »

La parole est aux ministres

→ Quant au ministre palestinien, il doit faire face à une situation dramatique : « Beaucoup de routes sont bloquées et les enseignants ne peuvent accéder à leur établissement. Plus de 500 élèves ont été tués et 3 500 blessés ; 200 écoles ont été endommagées ou totalement détruites. Actuellement, 1 200 000 élèves et quelque 50 000 professeurs s'efforcent de survivre dans ces conditions. »

Une question de volonté politique

Les difficultés auxquelles sont confrontés ces treize pays sont donc nombreuses et redoutables. Cependant, les ministres rappellent que le choix d'accorder la priorité à l'éducation est avant tout politique. « Nous consacrons 31 % du budget de l'Etat à l'enseignement, nous pourrions affecter ces dépenses à autre chose. C'est une question de volonté politique », remarque l'Ougandais Kiddu Makubuya. Cependant, ces orientations et ces dépenses dépendent de l'importance que les dirigeants, mais aussi la société toute entière, accordent à l'enseignement. A ce propos, plusieurs ministres se réjouissent de constater que parents et associations locales participent plus au processus éducatif, démarche qu'ils estiment être essentielle aux progrès de l'enseignement.

« Après avoir examiné de près notre système éducatif au début des années 1990, mon gouvernement a estimé que le développement du pays passait avant tout par l'enseignement et

la santé, explique la ministre de l'Éducation de Samoa. Il ne s'agissait pas seulement d'investir dans ce domaine. Nous voulions aussi que différents pans de la société prennent position sur le rôle de l'enseignement et disent ce qu'ils en attendent. » Le Saoudien Mohamed Bin Ahmed Al-Rachid note que si certains considèrent l'éducation comme un service, son pays y voit un investissement : « Les bénéfices sont énormes lorsqu'on investit pour améliorer la qualité de l'enseignement. Une école de qualité, c'est l'assurance d'un futur meilleur. » Pour la Chine, l'éducation a un rôle stratégique à jouer dans l'avenir du pays, exigeant à la fois engagement et patience : « Beaucoup de dirigeants voient les choses à court terme et s'attachent aux résultats immédiats. Mais les fruits de l'éducation ne se récoltent pas en un jour, fait observer Zhou Ji. Dix ans suffisent pour voir grandir un arbre mais il faut des siècles pour développer l'enseignement. »

La persistance de l'analphabétisme

De l'avis général, l'éducation joue un rôle clé dans le développement socio-économique. Un nombre croissant de pays semblent lui accorder une place prioritaire. « Au niveau mondial, on constate que la réussite des systèmes éducatifs va de pair avec des revenus plus élevés, souligne le ministre américain. Les pays qui ont privilégié l'éducation au cours des dernières décennies ont connu un développement économique plus rapide que les autres. » Mais comment expliquer qu'il y ait encore près d'un milliard d'adultes analphabètes dans le monde ?

« Jusqu'à une date récente, l'éducation était le privilège des élites, rappelle l'Ougandais Kiddu Makubuya. On ne parle vraiment d'éducation pour tous que depuis peu et c'est un discours qui porte. » En Ouganda, où la scolarisation d'un élève coûte environ cinq dollars par an, cinq millions d'enfants sont trop pauvres pour aller à l'école. « Les gens vivent toujours grâce à des modes de production vieux de plusieurs siècles, poursuit le ministre. Ils ne voient pas pourquoi ils iraient à l'école si leur sort reste inchangé. »

Pour Kader Asmal, les pratiques du passé jouent un rôle important dans la persistance de l'analphabétisme, proche de 10 % en Afrique du Sud : « Chez nous, l'enseignement n'a été rendu obligatoire qu'en 1996, deux ans après la fin de l'apartheid. Avant,

il était destiné d'abord aux Blancs, puis aux métis et aux Indiens et enfin aux Africains, dans cet ordre. »

« Les pays colonisateurs savaient pertinemment que des gens mieux formés prendraient conscience de leurs intérêts et se montreraient plus exigeants, souligne Laya Sawadogo, du Burkina Faso. Ces pays ont été longtemps responsables de la stagnation de l'enseignement et de l'alphabétisation. »

UGANDA

- ▶ Habitants : 23,3 millions
- ▶ Alphabétisation des adultes : 67 %
- ▶ PNB par habitant : 300 dollars EU
- ▶ Scolarisation nette (primaire) : ...

Kiddu Makubuya



« L'instauration de l'enseignement primaire pour tous au milieu des années 1990, qui a provoqué une véritable prise de conscience dans le pays. Nous avons aujourd'hui accepté le fait que l'éducation est un droit, et qu'une population bien formée vaut mieux qu'une population inculte. »

Cristovam Buarque fait une observation similaire : « Aujourd'hui, l'éducation et l'alphabétisation sont prioritaires pour le Brésil. Mais cela a pris beaucoup de temps parce que les élites brésiliennes sont égoïstes et ne se soucient pas des pauvres. Si l'analphabétisme était une maladie contagieuse pour les riches, le problème aurait été résolu depuis longtemps. » Au début de l'année 2003, le pays a lancé une vaste campagne d'alphabétisation qui ambitionne d'apprendre à lire et écrire en quatre ans aux 20 millions de jeunes et d'adultes analphabètes. « Nous suivons les résultats de très près », ajoute Cristovam Buarque.

VIH/sida, des effets dévastateurs

La quasi totalité des ministres de l'Éducation, y compris ceux des pays où le sida reste un problème marginal, ont souligné qu'il est essentiel d'informer la population, et particulièrement les jeunes, sur le VIH/sida, ses dangers et les possibilités de prévention.

JAMAÏQUE

- ▶ Habitants : 2,6 millions
- ▶ Alphabétisation des adultes : 86,9 %
- ▶ PNB par habitant : 2 610 dollars EU
- ▶ Scolarisation nette (primaire) : 94,9 %

Maxine Henry-Wilson



« Les bourses attribuées aux collégiens par deux décisions gouvernementales de 1957 et 1963, qui ont contribué à gommer les barrières sociales ; nous essayons aujourd'hui de permettre à tous les élèves d'accéder au secondaire. La mise en place d'examens sous le contrôle de l'Etat, qui ont démocratisé l'enseignement secondaire. »



→ « Avec le chômage, le VIH/sida est aujourd'hui le plus grave problème auquel doivent faire face les jeunes en Afrique du Sud, explique Kader Asmal. En l'absence de soins, le seul vaccin disponible aujourd'hui est un vaccin social, qui passe par l'éducation. » Ainsi par exemple, les jeunes reçoivent des cours d'éducation sexuelle dans le cadre de formations consacrées aux compétences nécessaires dans la vie courante. La seule enquête digne de ce nom réalisée en Afrique du Sud sur le VIH/sida, portant sur 8 000 personnes, a montré que 84 % des enfants interrogés avaient découvert le VIH/sida à l'école. « C'est l'une des grandes réussites du système scolaire public », estime le ministre.

Appeler les choses par leur nom

Kiddu Makubuya renchérit : « En Ouganda, nous sommes conscients de la gravité de la situation. Nous avons adopté une politique claire. Nous ne nions pas le problème, nous le crions même sur tous les toits, nous disons aux gens qu'il existe un risque et que leur vie est en danger. Les églises nous accusent de dévoyer les jeunes mais nous continuons à parler ouvertement du préservatif, parce que si vous demandez aux jeunes de pratiquer l'abstinence, ils vous demandent ce que vous faisiez à leur âge ! »

Au Togo et au Burkina Faso où, selon les statistiques officielles, l'infection touche 6 à 8 % de la population, l'approche est similaire. « Sensibiliser les gens, il n'y a que ça qui compte, martèle le Togolais Kondi Charles Agba. Nous avons utilisé des manuels, des bandes dessinées et des cours pour enseigner aux élèves ce qu'est le VIH/sida. » Laya Sawadogo précise que le Burkina Faso a mis en place des cours d'éducation préventive sur le VIH/sida dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ; 3 000 enseignants ont déjà été formés.

« Nous avons récemment défini une politique en matière de VIH/sida et lancé un programme éducatif, indique la ministre jamaïcaine, Maxine Henry-Wilson. Nous nous efforçons d'ancrer ce programme au cœur de la société. » Pour le ministre chinois, la prévention du VIH/sida est essentielle à la pérennité du système éducatif. Et si, selon Fiamé Naomi Mata'afa, la maladie n'est pas vraiment un problème à Samoa, la ministre précise cependant : « Nous avons

des programmes de prévention forts car un tel fléau peut rayer de la carte un petit pays comme le nôtre. »

Vers la parité entre les sexes

Au sein de l'enseignement, un autre thème semble avoir progressé, tant dans les esprits que dans les faits. Il s'agit de la parité entre les sexes. Un des objectifs de l'Éducation pour tous est de parvenir à la parité entre filles et garçons dans le primaire et le secondaire d'ici 2005. La plupart des ministres se réjouissent que leur pays soit près d'atteindre cet objectif, l'ait atteint ou compte même plus de filles que de garçons sur les bancs d'école.

PAKISTAN

- ▶ Habitants : 141,3 millions
- ▶ Alphabétisation des adultes : 43,2 %
- ▶ PNB par habitant : 440 dollars EU
- ▶ Scolarisation nette (primaire) : 60,1 %

Zubeida Jalal



“ Pour la première fois, nous réfléchissons à l'ensemble du système éducatif et plus seulement à l'une de ses composantes, comme le primaire. Cette approche globale est admise par toute la société. Les organisations de la société civile, les communautés, les associations caritatives et les spécialistes de l'éducation peuvent contribuer aux initiatives publiques, tandis que les madrasas (écoles islamiques) s'intègrent dans l'enseignement commun. ”

Voici vingt ans, rappelle Zubeida Jalal, les Pakistanais s'opposaient à la scolarisation des filles. « Mais depuis dix ou quinze ans, tout a changé. Aujourd'hui, même dans les régions tribales, le premier souhait des habitants concerne l'éducation des filles. » Le Pakistan n'atteindra pourtant pas l'objectif de parité d'ici 2005 parce que « les ressources économiques manquent et que l'accès à l'enseignement et les perspectives restent plus limités pour les filles que pour les garçons. Mais les progrès sont réels et le

REPUBLIQUE TCHEQUE

- ▶ Habitants : 10,3 millions
- ▶ Alphabétisation des adultes : 99,7 %³
- ▶ PNB par habitant : 5 250 dollars EU
- ▶ Scolarisation nette (primaire) : 90,3 %

Petra Buzkova



“ Deux réformes cruciales actuellement discutées au Parlement : l'une modifiera la structure, l'organisation et les programmes du système éducatif et donnera plus de liberté et de responsabilité aux établissements dans l'élaboration des programmes ; la seconde améliorera la situation économique et le statut social des enseignants. ”



budget consacré à la mise en place d'écoles, de formations et de mesures incitatives pour les filles a connu une augmentation sans précédent. Nous espérons parvenir à l'égalité entre les sexes d'ici 2015. »

Les garçons à la traîne

« Lorsqu'on gouverne, on ne peut pas se laisser aller à rêver, on doit préparer l'avenir », remarque Laya Sawadogo. La parité entre les sexes ne sera pas atteinte au Burkina Faso d'ici 2005 du fait du manque de ressources propres au pays mais aussi des failles de l'aide internationale : « Les conditions qui vont avec ces financements sont telles que nous ne pouvons agir comme nous l'entendons. » Si près de 42 % des enfants sont scolarisés, précise le ministre, les filles ne représentent que 8 à 10 % des élèves. « Comblé cet écart requiert des efforts soutenus. Nous attribuons les bourses en priorité aux filles, de façon à les inciter à aller à l'école mais aussi pour inciter leurs parents à les y maintenir. »

Plusieurs ministres s'inquiètent également du fait qu'un nombre croissant de garçons réussissent mal à l'école et abandonnent tôt les études pour travailler. « Chose étonnante, chez nous, il y a plus de filles que de garçons à l'école, signale Maxine Henry-Wilson, la ministre jamaïcaine. Et plus on avance dans le système éducatif, plus le

La parole est aux ministres

→ contraste est frappant : à l'université, 75 % des étudiants sont des étudiantes. » L'échec des garçons préoccupe la ministre, tout comme le fait qu'une part si importante de la population ne profite pas des opportunités offertes par le système éducatif.

Le Brésil compte aussi plus de filles que de garçons à tous les niveaux de l'enseignement. « De plus, nous avons un problème de parité concernant la population noire, indique Cristovam Buarque. Elle est pratiquement absente de l'université. » Le ministre signale aussi un taux d'abandon plus élevé chez les garçons que chez les filles, les familles pauvres ayant souvent besoin que leurs fils travaillent. « C'est la raison pour laquelle, dans les pays pauvres, nous avons du mal à garder les enfants à l'école. »

Marchandise ou service public ?

La libéralisation de l'enseignement supérieur devient un sujet de discussion dans de nombreux pays, surtout depuis la récente décision de l'Organisation mondiale du commerce d'inscrire l'enseignement au rang de service marchand. Interrogés sur le sujet, la plupart des ministres disent y voir une opportunité nouvelle mais potentiellement risquée, qu'il convient de suivre avec la plus grande vigilance.

« Nous sommes un petit pays et nous croyons aux bienfaits de notre ouverture sur le monde, déclare Naïm Abou Hommos. L'enseignement supérieur n'était pas assez développé en Palestine dans les années 1970 et nos étudiants se sont expatriés un peu partout. Nos universités ont désormais tissé de nombreux liens avec les universités étrangères, ce qui est très positif car nos étudiants acquièrent ainsi l'expérience d'autres systèmes éducatifs. »

Pour Laya Sawadogo, « l'Etat ne peut pas tout faire et nous avons donc besoin du secteur privé. Celui-ci s'est développé très rapidement au Burkina Faso. Nous avons d'ores et déjà une université libre, une université catholique et une université islamique. » Le ministre ougandais Kiddu Makubuya est lui aussi persuadé que l'enseignement ne peut incomber à l'Etat seul et qu'il doit prendre la forme d'un partenariat : « La participation d'autres prestataires, églises,

fondations, secteur privé, est une évolution très positive pour l'éducation, du moment que nous définissons les programmes et les normes et que nous veillons à ce que les formations fassent de nos étudiants des citoyens responsables. »

SAMOA

- ▶ Habitants : 159 000
- ▶ Alphabétisation des adultes : 98,6 %
- ▶ PNB par habitant : 1 450 dollars EU
- ▶ Scolarisation nette (primaire) : 96,9 %

Fiamé Naomi Mata'afa



“ L'adoption du samoan dans l'enseignement aux côtés de l'anglais, et la réforme des programmes garantissant une plus grande équité du système éducatif. Il était pyramidal mais il commence à changer. ”



Au Pakistan, où une université virtuelle reliée à plusieurs autres universités a vu le jour, Zubeida Jalal estime que « pour les étudiants, les professeurs et d'autres encore, elle apporte des possibilités d'apprentissage et, globalement, plus d'information. Mais l'enseignement payant pose problème. L'enseignement supérieur sera-t-il réservé à une élite, à ceux qui en ont les moyens financiers ? »

Sous contrôle de l'Etat

« Si l'on ne peut empêcher un certain degré de privatisation de l'enseignement, estime Maxine Henry-Wilson pour la Jamaïque, les conditions doivent être clairement définies. Lorsque les universités élaborent leurs programmes, nous devons être attentifs à ce qu'elles introduisent dans le système éducatif, nous devons surveiller la qualité de l'enseignement qu'elles proposent et l'équivalence des diplômes. »

« Nous ne pensons pas que l'éducation soit une marchandise et nous ne soutenons pas la position de l'OMC, précise le ministre brésilien, Cristovam Buarque. Mais nous ne

sommes pas opposés à ce qu'il y ait davantage d'universités privées dans notre pays. Beaucoup de jeunes veulent aller à l'université et l'Etat n'a pas les moyens de tous les accueillir. »

Le Sud-Africain Kader Asmal est plus sévère : « Je crois que nous comptons parmi les premiers pays qui se sont élevés contre la décision de l'OMC. Nous avons nos propres priorités en matière de formation et d'enseignement et nous ne consentirons pas à ouvrir notre pays aux investisseurs sans exercer un contrôle. A nous de soutenir notre système public d'enseignement et de lui accorder les subsides nécessaires. »

Rod Paige indique qu'aux Etats-Unis, « les établissements publics financés par l'Etat coexistent avec l'enseignement supérieur privé. Je sais que certains craignent qu'un affaiblissement du contrôle de l'Etat sur l'enseignement supérieur n'entraîne une baisse de niveau, mais je leur dirai que notre expérience a montré que ce n'est pas nécessairement le cas. »

Promesses non tenues

En 2000 à Dakar, à l'occasion du Forum mondial sur l'éducation, la communauté internationale a pris l'engagement de financer tout pays qui définirait un plan national cohérent d'Education pour tous. La plupart

TERRITOIRES PALESTINIENS

- ▶ Habitants : 3,2 millions
- ▶ Alphabétisation des adultes : 91 %³
- ▶ PNB par habitant : 1 660 dollars EU
- ▶ Scolarisation nette (primaire) : 96,8 %

Naïm Abou Hommos



“ La création de l'Autorité palestinienne en 1994, un grand moment pour nous tous. A titre personnel, la création du premier ministère de l'Education palestinien, et la mise en place d'un nouveau système éducatif et de nouveaux programmes. ”



TOGO

- ▶ Habitants : 4,5 millions
- ▶ Alphabétisation des adultes : 57,1 %
- ▶ PNB par habitant : 290 dollars EU
- ▶ Scolarisation nette (primaire) : 91,2 %

Kondi Charles Agba



« Après l'indépendance, les jeunes Togolais, Béninois et Nigériens qui voulaient

faire des études universitaires n'avaient pas d'autre choix que Dakar. Puis, en 1970, nous avons créé notre propre université. Nous avons consacré des sommes importantes à l'embauche de bons enseignants pour former nos cadres. Prévue pour recevoir 6 000 étudiants, notre université en accueille aujourd'hui 16 000. Nous en construisons donc une seconde. »



« Sans investissements étrangers ni échanges commerciaux équitables ni financements appropriés, aucun pays en développement ne pourra tenir les objectifs de l'Éducation pour tous », estime le Sud-Africain Kader Asmal. Le ministre américain nuance ce pessimisme : « Les objectifs de Dakar sont en cours de réalisation mais il faudra beaucoup de temps. » L'Ouganda a par exemple conclu un accord pour l'Éducation pour tous dans le cadre de l'Initiative accélérée mais, déplore Kiddu Makubuya, « les choses avancent lentement et il n'y a pas encore de résultats concrets. »

Le ministre palestinien se montre plus optimiste : « L'Union européenne et les organisations internationales ont joué un rôle considérable dans le développement de notre système éducatif et dans la construction d'écoles. De 1967 à 1994, alors que nous n'avions pas de gouvernement, quantité d'ONG ont travaillé chez nous en faveur de la santé et de l'enseignement. »

Que peut faire l'UNESCO ?

Si plusieurs ministres soulignent que les ressources limitées de l'UNESCO restreignent son action, tous pensent que l'organisation peut les aider de nombreuses façons.

« Naturellement, nous pensons tous que l'UNESCO devrait accroître ses aides mais je sais qu'elle a un autre rôle à jouer, dit Zubeida Jalal. Elle peut aider le Pakistan en lui fournissant une assistance technique, en renforçant ses capacités éducatives, en soutenant les institutions et les organismes publics liés à l'enseignement. » Pour le ministre chinois Zhou Ji, l'UNESCO peut apporter son expertise en éducation rurale et soutenir la réforme de l'enseignement supérieur. La Jamaïcaine Maxine Henry-Wilson estime pouvoir « profiter d'informations sur les pratiques optimales dans l'enseignement et le suivi des résultats », tout comme la ministre tchèque, pour qui l'UNESCO facilite « la circulation libre et pertinente d'idées et d'expériences ». La ministre de l'Éducation de Samoa, qui apprécie le rôle normatif de l'UNESCO, souhaite que l'organisation comprenne une chose : « Nous coopérons de façon constructive dans notre région de petits États : les réformes peuvent être mises en œuvre très rapidement et avec très peu de moyens. »

Le Brésilien Cristovam Buarque se félicite du travail de l'UNESCO en faveur de l'alphabétisation et de son soutien aux enseignants tandis que le Burkinabé Laya Sawadogo pense que l'organisation peut « sensibiliser l'Afrique à la situation des enseignants et aider le continent à mettre en œuvre les plans nationaux d'Éducation pour tous et à développer les technologies de l'information. » Le ministre de l'Éducation ougandais apprécierait une aide de l'UNESCO dans l'éducation au-delà du primaire et dans l'enseignement des sciences, des technologies et des mathématiques. « Vous pouvez aussi nous mettre en relation avec des partenaires éventuels », suggère-t-il. Le ministre togolais Kondi Charles Agba fait la même réflexion et ajoute : « Vous pouvez nous aider à élaborer des projets et des propositions qui puissent convaincre nos partenaires. »

Le plus important pour l'UNESCO, estime le Sud-Africain Kader Asmal, est de cibler ses aides dans certains domaines, sans essayer d'en faire trop. « Je pense aussi que l'UNESCO doit revenir à ses principes fondateurs. Le monde a été déchiré par le choc des cultures et l'UNESCO doit avoir un rôle moteur dans la lutte contre l'exclusion au sens large. »

« L'UNESCO pourrait servir de passerelle entre les pays, estime le ministre saoudien. Il y a beaucoup de malentendus sur les valeurs culturelles, de notre part et de la part des autres. C'est la raison pour laquelle nous soutenons son travail dans le domaine de l'enseignement visant à promouvoir la compréhension entre les cultures. » Le ministre américain pense de même : « L'UNESCO peut nous aider à profiter de l'expérience d'autres pays et permettre à nos élèves de mieux connaître le reste du monde et les autres cultures. » ●

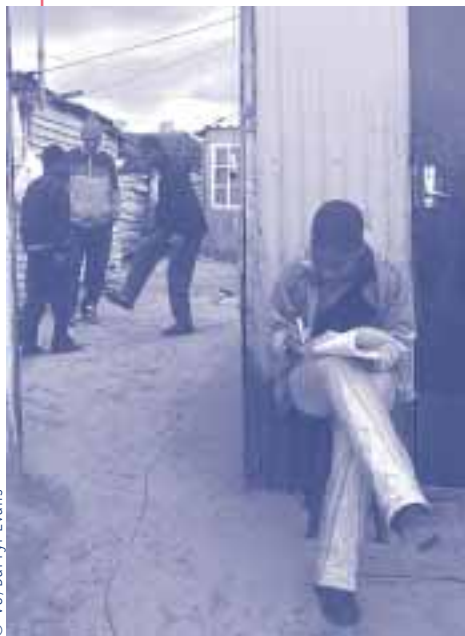
1. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Brésil, Burkina Faso, Chine, États-Unis, Jamaïque, Ouganda, Pakistan, République tchèque, Samoa, Territoires autonomes palestiniens, Togo.

2. Tirés des données recueillies par l'Institut de statistique de l'UNESCO pour l'année scolaire 2000-2001, publiées dans le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003-2004.

3. Estimation nationale.

→ des ministres ont le sentiment que cette promesse n'a pas été tenue. « Les pays pauvres n'ont pas rempli leurs engagements, c'est une évidence. Certains pays riches eux-mêmes ont failli », estime le ministre saoudien. Le Togolais Kondi Charles Agba évoque l'euphorie de rigueur dans les conférences et reste sceptique : « Même quand on présente un plan parfait, les promesses ne sont pas tenues. Nous n'avons reçu aucune aide internationale depuis dix ans, en dépit de tout notre travail. Si nous voulons développer notre pays, nous devons rester maîtres de notre enseignement. »

Maxine Henry-Wilson émet des réserves quant à l'aide reçue par la Jamaïque : « Je sais que nous avons bénéficié de financements internationaux pour quelques unes de nos priorités. Mais il s'agit pour l'essentiel de prêts. La question est donc moins celle de l'aide internationale en soi que de la dette qui pèsera sur les générations à venir. » Le Burkinabé Laya Sawadogo est du même avis : « Je suis à la fois satisfait et insatisfait. La communauté internationale devrait être plus souple sur les conditions qu'elle met à son aide. De notre côté, lorsqu'elle veut nous imposer une mauvaise solution, nous devons refuser. »



© VU/Darryl Evans

Un dur combat pour les filles

L'égalité entre les sexes passe par l'enseignement et la lutte contre la pauvreté.

que la parité est atteinte). Une moyenne qui masque de profonds écarts. Deux des pays les plus peuplés du monde risquent de ne pas réaliser la parité d'ici 2015, la Chine, pour le secondaire, et l'Inde, pour le primaire et le secondaire. Il arrive que la balance penche en faveur des filles parce que trop de garçons n'achèvent pas leurs études secondaires : c'est le cas, par exemple, au Bangladesh, à Trinité-et-Tobago et au Royaume-Uni.

Quels obstacles les filles rencontrent-elles ? Dans les sociétés où les femmes sont reléguées dans la sphère domestique, la discrimination des filles commence dès les premières années. La pauvreté des foyers exacerbe cette inégalité : lorsqu'il faut faire des choix, ceux-ci favorisent généralement les garçons. L'enseignement est bien souvent discriminatoire : stéréotypes et préjugés imprègnent les programmes, les manuels et les pédagogies dans de trop nombreux pays. Quant aux écoles, ce ne sont pas des havres de paix : les filles y sont, plus que les garçons, victimes de violences sexuelles, ce qui accroît leur vulnérabilité face au VIH/sida.

S'il n'existe pas de solution miracle au problème des disparités entre les sexes, le rapport dégage des stratégies qui peuvent porter leurs fruits. L'Etat doit être le premier à promouvoir un enseignement égal pour tous, tandis que la législation a son rôle à jouer pour améliorer la situation des femmes. Bien des mesures peuvent être prises pour réduire le coût de la scolarité, la première d'entre elles consistant à décréter la gratuité de l'enseignement primaire. Une politique qui rend moins nécessaire pour les parents de recourir au travail de leurs enfants peut réduire considérablement le taux d'abandon en cours de scolarité. Les programmes, les manuels scolaires et la formation des enseignants doivent être révisés pour en éliminer les stéréotypes nuisibles aux filles. Enfin, l'autonomisation des femmes par l'alphabétisation et des programmes de formation adaptés multiplie les chances que leurs filles accèdent à l'éducation.

Pour en savoir plus : www.efareport.unesco.org

Pour commander le rapport : <http://upo.unesco.org>

Malgré les progrès des années 1990, les filles se heurtent toujours à de graves discriminations dans l'accès à l'éducation, et ce pour l'ensemble des pays en développement. C'est ce qu'indique l'édition 2003-2004 du Rapport mondial de suivi de l'EPT, parue en janvier dernier sous le titre *Genre et Education pour tous : le pari de l'égalité*.

Dans la situation actuelle, plus de 70 pays risquent de ne pas atteindre en 2005 la parité entre garçons et filles dans le primaire et le secondaire, objectif qui constitue la première étape du calendrier des engagements pris à Dakar par la communauté internationale.

Quelques signes encourageants

« S'ils ne sont pas vraiment surprenants, ces résultats sont inquiétants, commente Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO. La parité entre les sexes est une priorité parce que l'inégalité devant l'enseignement constitue une grave atteinte aux droits fondamentaux mais aussi un obstacle important au développement social et économique. »

De 1990 à 2000, le nombre de filles scolarisées dans le primaire a augmenté plus vite que le nombre de garçons, l'indice mondial de parité entre les sexes (IPS) passant de 0,89 à 0,93 (un indice de 1 signifie

La voix des enfants

En 2004, la Semaine de l'Education pour tous, qui se déroulera du 19 au 25 avril, sera consacrée aux 100 millions d'enfants dans le monde qui ne mettent jamais les pieds dans une salle de classe. L'UNESCO et la Campagne mondiale pour l'éducation organisent à cette occasion le Grand Lobby, manifestation menée par des enfants pour les enfants. Ce Grand Lobby permettra à des millions d'entre eux de revendiquer haut et fort leur droit à l'éducation, et d'interpeller les élus sur les mesures qu'ils comptent prendre pour faire de ce droit une réalité. Le 20 avril 2004, partout dans le monde, des garçons et des filles se rendront devant

le parlement et les différentes assemblées élues de leur pays, à qui ils demanderont de redoubler d'efforts pour que tous les enfants soient scolarisés. Afin de sensibiliser citoyens et hommes politiques à ce problème, les écoliers dessineront à cette occasion un plan de leur village ou de leur quartier, sorte de « carte des exclus » indiquant les foyers dont les enfants ne sont pas scolarisés. Enfin, les enseignants inviteront les élus à visiter les écoles et à découvrir la carte des exclus.

Pour en savoir plus :

- www.campaignforeducation.org
- www.unesco.org/education/efa/fr

Réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT

« L'éducation doit être gratuite. La scolarité et toutes les fournitures scolaires doivent être gratuites. » Lu par deux enfants en prélude à la troisième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Education pour tous (New Delhi, 10-11 novembre 2003), ce texte est l'un des vingt points d'une déclaration sur le droit à l'éducation préparée par le Parlement des enfants, réuni deux jours plus tôt dans la capitale indienne. Les souhaits des enfants n'ont pas manqué d'influencer les débats du Groupe de haut niveau sur les progrès de l'éducation pour tous en général, et sur ceux de la parité entre les sexes en particulier.

Faisant écho au message des enfants, de nombreux participants ont souligné l'importance de l'enseignement gratuit et obligatoire. Le communiqué publié à l'issue de la réunion appelle notamment les gouvernements à faire voter des législations nationales pour garantir le droit des enfants à un enseignement de qualité gratuit et

obligatoire, pour éliminer le travail des enfants et pour interdire les mariages précoces. Il invitait aussi la réunion des donateurs (Oslo, 20-21 novembre 2003) à définir un cadre clair pour une mise en œuvre plus efficace de l'Initiative accélérée de financement de la Banque mondiale. Devant les critiques formulées par certains pays, le vice-président de la Banque mondiale, Jean-Louis Sarbib, a rappelé que cette structure n'a « qu'un an et demi d'existence » mais qu'elle a donné « une meilleure visibilité à l'EPT, y compris auprès des ministres des finances. »

Une quarantaine de personnes étaient présentes, chefs d'Etat, ministres de l'Education, agences multilatérales et bilatérales, réseaux d'ONG et personnalités. Le prochain rendez-vous du Groupe de haut niveau est fixé en novembre 2004, au Brésil.

Contact : [Abhimanyu Singh, UNESCO Paris](mailto:abh.singh@unesco.org)
Mél. : abh.singh@unesco.org

Autour du monde

→ En Amérique latine, la deuxième réunion régionale sur l'Education pour tous a rassemblé, les 23 et 24 septembre à Santiago, au Chili, les représentants de 19 forums nationaux sur l'EPT, qui ont passé en revue les plans nationaux pour l'EPT, ainsi que les travaux des forums régionaux et nationaux.

→ Les coordonnateurs de l'EPT de neuf pays se sont réunis à Bangkok, du 20 au 24 novembre, pour voir comment les plans nationaux pour l'EPT peuvent traiter la question des discriminations entre les sexes, et examiner quel rôle les coordonnateurs peuvent jouer à cet égard. Ces derniers ont ensuite reçu une formation en vue de servir de points focaux nationaux sur cette question.

→ Le bureau de l'UNESCO à Beyrouth a organisé à Damas (18 octobre) et à Amman (19 octobre) deux journées d'information, sous forme d'atelier, destinées aux ONG travaillant dans l'éducation.

→ Les représentants de 15 pays de la région Asie-Pacifique se sont réunis à Bangkok du 24 au 29 novembre pour participer à un atelier de renforcement des capacités en matière de planification, de suivi et d'évaluation de l'éducation pour tous. Il s'agit du premier atelier d'une série organisée par le bureau de l'UNESCO à Bangkok.

→ La 2^e Conférence sous-régionale pour la Baltique sur une éducation de qualité pour tous s'est tenue à Vilnius, en Lituanie, du 23 au 25 octobre. Les représentants de neuf pays (Estonie, Fédération de Russie, Lettonie, Lituanie, Pologne ; Danemark, Finlande, Norvège, Suède), ont approuvé une résolution par laquelle ils s'engagent à collaborer pour réaliser les objectifs de l'EPT.

→ Les participants à la 3^e Consultation sur l'Initiative accélérée (Oslo, 20-21 novembre) ont évalué les progrès réalisés par ce programme de financement et étudié les moyens d'améliorer l'attribution des fonds aux pays bénéficiaires.

→ La Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation en Afrique a été lancée le 4 décembre à Maurice, lors de la biennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA).

3 questions à Kailash Satyarthi

Kailash Satyarthi préside la Campagne mondiale pour l'éducation, qui fédère plus de 400 ONG œuvrant dans l'enseignement.

1 N'est-il pas excessif de demander aux pays pauvres de scolariser tous les enfants, alors que ces pays manquent d'enseignants qualifiés et même de bâtiments scolaires ?

Les objectifs de l'Education pour tous sont un contrat entre pays riches et pays pauvres. Ces derniers se sont engagés à augmenter leurs budgets et à réformer leurs politiques pour atteindre ces objectifs. Les pays riches ont promis d'aider tous les pays pauvres qui définissent un plan d'Education pour tous cohérent. Les promesses doivent donc être tenues de part et d'autre, sans quoi il n'y aura jamais assez d'écoles et d'enseignants pour tous.

2 Quels résultats concrets attendez-vous du Grand Lobby de la Semaine de l'EPT ?

La Campagne mondiale obtient des résultats en menant des actions de sensibilisation tout au long de l'année, mais c'est la semaine d'action qui donne une dynamique politique à la campagne en mobilisant le public et les médias de manière

visible. Au plan international, le Grand Lobby fera pression sur le G8 pour qu'il se montre plus généreux envers l'EPT en 2004. Au niveau national, il aidera les organisations de la société civile à faire passer des lois qui favorisent la scolarisation d'un plus grand nombre d'enfants, des lois qui éradiquent le travail des enfants, qui garantissent la gratuité de l'enseignement, qui protègent et fassent respecter les filles à l'école.

3 Pourquoi impliquer les enfants dans cette manifestation alors qu'il incombe aux gouvernements d'assurer l'éducation de tous ?

La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant ne garantit pas seulement le droit à l'éducation, elle défend aussi le droit des enfants à exprimer leurs opinions et à être entendus. La Campagne mondiale pense que le point de vue des enfants sur l'enseignement est important. Ils en ont l'expérience directe, ils savent concrètement ce qui fait qu'un enfant va ou ne va pas à l'école et si, une fois scolarisé, il y apprend quelque chose.

Le droit à l'éducation des populations autochtones



« Le premier jour d'école, vous découvrez que les enseignants ne parlent pas votre langue. Ils ne veulent pas non plus que vous parliez la vôtre. Les enseignants ne connaissent rien à votre culture et, peu à peu, vous vous retrouvez écartelé entre deux univers. »

C'est en ces termes qu'Ole Henrik Magga, président du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, a décrit le parcours type d'un écolier autochtone, à l'occasion d'un débat public sur le droit à l'éducation des populations autochtones, organisé par l'UNESCO à Paris en novembre

dernier. M. Magga reste optimiste malgré tout : « Les populations autochtones ne viennent pas ici avec des problèmes à résoudre. Nous venons ici avec nos propres solutions et demandons simplement de l'aide pour qu'elles soient systématiquement et pleinement mises en œuvre. »

Aujourd'hui, 350 millions d'autochtones dans le monde revendiquent leur droit à l'éducation. Si l'on en croit Rodolfo Stavenhagen, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme parmi les populations autochtones, il reste encore beaucoup à faire même si ces peuples disposent aujourd'hui de nouvelles tribunes pour faire connaître leurs exigences. Le droit à l'éducation, a-t-il souligné, compte parmi les droits de l'homme qui n'ont pas bénéficié d'une attention suffisante.

Le débat organisé par l'UNESCO a porté sur des questions telles que les objectifs de l'enseignement pour les populations autochtones, la distinction entre équité et égalité, l'affectation judicieuse des ressources et la notion élargie d'un enseignement de qualité.

Contact : UNESCO Paris • Mél. : languages@unesco.org

Reconstruire les universités irakiennes

Un projet doté de plusieurs millions de dollars, destiné à reconstruire et à redonner vie aux universités irakiennes autrefois florissantes, a été lancé en octobre dernier par Son Altesse la Sheika Mozah Bint Nasser Al-Misnad, première dame du Qatar, et par l'UNESCO. Géré par l'UNESCO et dirigé par la Fondation qatarie pour l'éducation, la science et le développement communautaire, le Fonds international pour l'enseignement supérieur en Irak est ouvert à tous les donateurs souhaitant apporter une contribution financière ou en nature.

L'Etat du Qatar a fourni une première dotation de 15 millions de dollars. Le Fonds travaillera en étroite collaboration avec les universités

irakiennes pour décider des aides à accorder et répondre ainsi aux priorités réelles.

Les six premiers projets retenus, sélectionnés début décembre pour être aussitôt mis en œuvre, répondent à des nécessités urgentes en matière d'équipements de laboratoire, de connexions à l'Internet et d'ouvrages de référence.

Après tant d'années de difficultés économiques, les dommages liés à la guerre ont eu un effet dévastateur sur les universités irakiennes. Des investissements énormes seront nécessaires pour répondre aux besoins de 300 000 étudiants, répartis dans 20 universités et 47 instituts et collèges techniques. Le coût total de la reconstruction et de la réhabilitation des établissements d'enseignement supérieur est évalué à plus de deux milliards de dollars.

Contact : Stamenka Uvalic-Trumbic, UNESCO Paris
Mél. : s.uvalic-trumbic@unesco.org

150 nouveaux centres multimédia pour l'Afrique

L'UNESCO et l'Agence suisse pour le développement et la coopération ont lancé un projet doté de plusieurs millions de dollars pour fournir à des villages isolés du Mali, du Mozambique et du Sénégal un accès aux technologies de l'information et de la communication, dont l'accès à l'Internet.

Ce projet, qui bénéficie de l'expérience de l'UNESCO en matière de création de centres multimédia communautaires, permettra aux populations locales d'échanger des informations dans leur langue et de bénéficier de programmes d'apprentissage et de formation. Les centres combinent radio, téléphone, télécopie et ordinateurs reliés à l'Internet. Certaines de leurs prestations sont payantes afin d'assurer à terme leur autonomie financière. 150 centres seront créés, soit 50 dans chaque pays concerné.

Leur réussite tient au fait qu'ils appartiennent à la collectivité et sont gérés par elle. Ils contribuent au développement grâce à diverses activités, cours d'alphabétisation destinés prioritairement aux femmes, prévention sanitaire, collecte et diffusion d'informations relatives à l'agriculture.

Contact : Stella Hughes, UNESCO Paris
Mél. : s.hughes@unesco.org

L'éducation au Sommet mondial sur la société de l'information

L'accès équitable à l'enseignement est la clé de la construction des sociétés du savoir. Tel était l'un des principaux messages lancés par l'UNESCO au Sommet mondial sur la société de l'information, qui s'est tenu en décembre à Genève, en Suisse. « Aucune société ne peut prétendre être une véritable société du savoir si, faute d'éducation, une proportion importante de la population se voit dénier un accès au savoir et à l'information, a déclaré Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO. De plus, dans le monde d'aujourd'hui, l'accès aux TIC conditionne en grande partie l'accès à l'enseignement. »

L'UNESCO a organisé plusieurs manifestations à l'occasion du sommet, dont un symposium de haut niveau et des tables rondes. Deux d'entre elles portaient sur l'enseignement et avaient pour intitulé « Education et sociétés du savoir » et « Langues, alphabétisation et nouvelles technologies ».

Site Internet : www.unesco.org/wsis/events/

Amérique latine et Caraïbes : coûteux redoublements

Dans de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, quantité d'élèves redoublent pour cause de mauvais résultats scolaires. Selon les chiffres de l'UNESCO pour 2001, 25 % des écoliers du primaire ont redoublé au Brésil, 14 % au Guatemala et 11 % au Pérou. Des redoublements qui expliquent en partie pourquoi, d'après les estimations, 18 % des écoliers de cette région du monde n'achèvent pas leurs études primaires.

« Alors que pratiquement tous les enfants sont scolarisés, beaucoup d'entre eux ont du mal à progresser », déplore Albert Motivans de l'Institut de statistique de l'UNESCO. Les redoublants pèsent sur les systèmes éducatifs. En 2000, le Brésil assurait en moyenne à chaque élève 13,5 années d'études primaires et secondaires, autant que la Finlande ou l'Allemagne. Mais les années redoublées comptent pour plus du quart de ce total, ce qui signifie que les enfants brésiliens ne poussent pas leurs études aussi loin que ce chiffre le laisserait penser.

Le coût total des redoublements est colossal, poursuit Albert Motivans. Selon l'UNESCO, il s'élèverait à plus de 11,1 milliards de dollars par an pour les 15 pays comptant plus de 90 % des redoublements en Amérique latine et aux Caraïbes. Le géant brésilien supporte la plus lourde charge, soit plus de 8,3 milliards. Or cette somme équivaut à ce que le pays dépense chaque année pour presque 10 millions d'élèves dans le secondaire, ou encore pour 2 millions d'étudiants dans le supérieur.

Article basé sur une étude de l'Institut de statistique de l'UNESCO commandée par la Banque interaméricaine de développement.

Contact : Albert Motivans, ISU
Mél. : a.motivans@unesco.org

JANVIER

14-15

Réunion du Comité intergouvernemental de l'éducation physique et du sport (CIGEPS) • Organisé par UNESCO Paris • Paris, France
Contact : Hocine-Hamid Oussedik, UNESCO Paris (h.oussedik@unesco.org)

20-23

Réunion des ministres de l'Éducation de la région arabe sur les plans nationaux d'EPT et les actions à entreprendre en leur faveur • Organisé par UNESCO Beyrouth • Beyrouth, Liban
Contact : Nour Dajani, UNESCO Beyrouth (n.dajani@unesco.org)

22-23

Aide à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans d'EPT pour le développement des compétences afin de former les exclus
Organisé par UNESCO Paris et l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO • Paris, France
Contacts : Miki Nozawa, UNESCO Paris (m.nozawa@unesco.org) ; David Atchoarena, IPE (d.atchoarena@iiep.unesco.org)

FEVRIER

15-19

Atelier sous-régional sur l'éducation aux droits de l'homme dans les systèmes scolaires des États du Golfe

Organisé par l'UNESCO, le BHCDDH et l'UNICEF, en coopération avec le gouvernement du Qatar • Doha, Qatar
Contacts : Myriam Karela, UNESCO Paris (m.karela@unesco.org) ; Gilane Elgewely, UNESCO Doha (g.elgewely@unesco.org)

21

Journée internationale de la langue maternelle

Contact : Noro Andriamiseza Ingarao, UNESCO Paris (n.andriamiseza@unesco.org)

MARS

1-2

Utiliser, choisir et créer le futur. Conférence du réseau pour des consommateurs citoyens • Organisé par l'UNESCO et le Consumer Citizenship Network • Paris, France

Contact : Julia Heiss, UNESCO Paris (j.heiss@unesco.org)

8-12

Découvrir notre passé commun pour bâtir un avenir de paix, troisième atelier (la traite des esclaves dans l'océan Indien)

Organisé par le Système des écoles associées de l'UNESCO Maputo, Mozambique
Contact : Jean O'Sullivan, UNESCO Paris (j.osullivan@unesco.org)

15-18

Le développement des compétences pour l'emploi, la citoyenneté et le développement durable. L'expérience européenne

Organisé par UNESCO Paris et le Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels Bonn, Allemagne
Contact : Rupert Maclean, UNEVOC (r.maclean@unevoc.unesco.org)

17-19

Consultation collective pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur les normes minimums d'enseignement dans les situations d'urgence

Organisé par le Réseau interinstitutions sur l'éducation dans les situations d'urgence • Panamá
Contact : Allison Anderson Pillsbury, INEE (Allison@theirc.org)

23-27

Séminaire Asie-Pacifique sur les centres d'apprentissage communautaires

Organisé par le Programme Asie-Pacifique d'éducation pour tous de l'UNESCO (APPEAL) • Chiang Maï, Thaïlande
Contact : coordonnateur de l'APPEAL (appeal@unesco.org)

29-31

Conférence internationale sur la promotion de l'enseignement bilingue

Organisé par l'UNESCO, le Tchad, le Niger et la Banque islamique de développement • N'Djamena, Tchad
Contact : Albert Mendy, UNESCO (a.mendy@unesco.org)



● **Catalogue de documents.** Ce catalogue fournit les références bibliographiques de plus de 800 documents produits par le Secteur de l'éducation depuis 1997. Les titres en français, anglais et espagnol sont classés par thème. Les documents peuvent être obtenus gratuitement (selon disponibilité). Ce catalogue, ainsi que le texte intégral d'une vaste sélection de documents, sera disponible sur CD-Rom (Mac ou PC) début 2004. (UNESCO doc. ED-2003/WS/53)

● **Good Practices: Gender Equality in Basic Education and Lifelong Learning through CLCs – Experiences from 15 Countries.** Ce rapport recense les activités des centres d'apprentissage communautaires d'Asie et du Pacifique et les exemples de bonnes pratiques en matière de promotion de l'égalité entre les sexes dans l'éducation de base et l'éducation tout au long de la vie.

● **Série « Alphabétisation, égalité des sexes, VIH/SIDA ».** Brochures de sensibilisation aux discriminations sexuelles réalisées lors d'ateliers organisés par l'UNESCO en Namibie sur la prévention du VIH/sida dans les pays d'Afrique du sud. Derniers titres : *Ne joue pas avec ta vie, Rompre le silence, Prendre soin de ceux que l'on aime, Ouvrez les yeux ou restez aveugles pour toujours, Le dangereux guérisseur et Eduquer une femme, c'est éduquer un pays.*



● **Recueil de données mondiales sur l'éducation. Statistiques comparées sur l'éducation dans le monde.** Ce recueil annuel publié par l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) présente les statistiques détaillées de l'éducation, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, ainsi que des données sur les étudiants étrangers et les dépenses publiques dans l'enseignement (années scolaires 1999/2000 et 2000/2001). Disponible auprès de l'Institut de statistique de l'UNESCO. Mél. : a.motivans@unesco.org

● **Metasurvey on the Use of Technologies in Education in the Asia-Pacific Region.** Lancée par le bureau de l'UNESCO à Bangkok, cette étude donne un aperçu général sur l'utilisation des TIC dans l'enseignement. Une série d'exemples passionnants montre comment les TIC facilitent l'accès des filles et des femmes à l'apprentissage et améliorent leur éducation formelle ou non formelle. Téléchargeable sur www.unescobkk.org.

● **Towards Inclusive Practices in Secondary Education.** Il est possible d'intégrer tous les élèves dans l'enseignement secondaire, quels que soient leurs éventuels handicaps, leur sexe ou leur appartenance ethnique. Cette brochure présente des exemples d'intégration réussie dans le secondaire en Afrique du Sud, au Chili, aux États-Unis, en Hongrie, au Népal et en Ukraine.

● **Rapport du Symposium international sur l'éducation rurale (Hebei, Chine, 20-23 janvier 2003).** L'objectif de ce symposium était de repenser l'enseignement destiné à promouvoir le développement rural, afin de lui donner plus de force et de vigueur.

● **Technology Education Guide.** Ce guide veut aider les formateurs du monde entier à proposer un enseignement des technologies. Il expose les buts d'un tel enseignement, et les moyens nécessaires pour lancer ce type de cours. Préparé pour l'UNESCO par le Conseil mondial des associations pour l'éducation technologique, il propose un synopsis de cours, des objectifs à atteindre, des méthodes d'évaluation et différentes activités.

● **Education for Rural Development: Towards New Policy Responses.** Sous la direction de David Atchoarena (UNESCO/IIPE) et Lavinia Gasperini (FAO). Cet ouvrage s'appuie sur une étude internationale sur l'éducation et le développement rural, réalisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation. Il examine l'éducation rurale dans les politiques publiques et met en relief les « bonnes pratiques ». Disponible auprès des Editions UNESCO, 412 p., 19,82 €. <http://upo.unesco.org>



● **Improving Performance in Primary Education – A challenge to the Goals of Education for All.** Ce document de 48 pages présente les conclusions d'une réunion qui s'est tenue en 2001 entre les responsables nationaux de l'enseignement primaire de 31 pays. Il aborde l'amélioration des pédagogies, la gouvernance locale, l'école en tant qu'environnement porteur et le suivi des résultats scolaires.

● **Literacy as Freedom.** Cet ouvrage tente de comprendre ce que la liberté acquise grâce à l'alphabétisation a signifié pour des individus venus d'horizons divers mais toujours soumis aux pressions de la mondialisation et du changement. (UNESCO doc. ED-2003/WS/51)

● **Policy Research and Dialogue – Student Loans Schemes in Asia.** Citons, parmi les titres de cette nouvelle collection consacrée aux prêts étudiants, *Student Loans Schemes in the Republic of Korea: Review and Recommendations*, de Anna Kim et Young Lee ; *Student Loans Schemes in Hong Kong*, de Yue Ping Chung ; *A Review of the Student Loans Scheme in China*, de Hong Shen et Wenli Li ; et *Student Loans In Thailand: Are they Effective, Equitable, Sustainable?*, de Adrian Ziderman. Disponibles à l'adresse suivante : d.altner@unescobkk.org

● **Rapport de la quatrième réunion du Groupe de travail sur l'éducation pour tous.** Bilan des programmes phares de l'Éducation pour tous établi lors de la réunion de juillet 2003, à Paris.

Sauf précision contraire, toutes les publications sont disponibles gratuitement auprès du service de documentation et d'information de l'UNESCO, Secteur de l'éducation.
Mél. : sdi@unesco.org

